

Compte rendu : Projection / débat « Décidons de notre alimentation ! »
le samedi 10 Mars 2018 à la Coopérative Andines à Saint Denis (93)

En début d'après-midi, une trentaine de personnes ont assisté à la projection du film « Regards sur nos assiettes » (enquête sur l'alimentation et sa production).

Ensuite, nous avons organisé un débat dans le cadre de la campagne lancée par l'association des Ami.e.s de la Confédération paysanne « Décidons de notre alimentation ! ».

Ce débat s'est déroulé en 2 temps / 2 questions, volontairement séparés : 1. Qui décide aujourd'hui des politiques alimentaires ? Et 2. Comment décider de notre alimentation de manière démocratique ?

1. Qui décide aujourd'hui des politiques alimentaires ?

Quelques réflexions dans le débat:

Ce sont en grande partie les grands groupes de l'industrie agro-alimentaire et les spéculateurs financiers qui décident de tout.

Comme ils ont la main mise sur la création et la distribution de la majorité des produits alimentaires, ils imposent leur transformation, leurs recettes, les goûts, la pub (notamment au travers des grands médias), les prix, etc.

En amont, ils contrôlent le marché des matières premières et imposent les productions agricoles qui leur sont nécessaires, mais aussi les prix d'achat et de vente, les semences, l'eau, les stocks, les intrants chimiques, les agro-carburants, les transports, etc.

Leur démarche est uniquement fondée sur le productivisme et le profit immédiat, et non pas sur les besoins des population.

C'est la finance qui décide de tout.

Peu leur importe les conséquences : accaparement des terres et des ressources naturelles, destruction des économies locales et de la nature, famines, malnutrition, réchauffement climatique, produits dangereux pour la santé, obésité, maladies (cf. Note).

Les gouvernements ne cherchent qu'à maintenir cette politique ultra-libérale et se contentent de surveiller un minimum la sécurité alimentaire (quantité et qualité), par exemple au niveau européen par la Politique agricole commune (PAC) ou au niveau mondial par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et tous les traités internationaux.

La concentration du pouvoir de décision entre les mains d'une puissante minorité engendre une totale déconnexion entre ce système économique et politique alimentaire, globalisé, et les citoyen.ne.s, même si une minorité arrivent à se nourrir en partie autrement.

2. Comment décider de notre alimentation de manière démocratique ?

Quelques réflexions dans le débat:

Oui, c'est possible, mais il faut que de nombreuses organisations populaires se mobilisent.

Le niveau municipal et territorial est essentiel si nous voulons changer cette situation et retrouver un pouvoir sur notre alimentation. Produire et distribuer le plus possible localement, de manière écologique, pour les consommations personnelles et la restauration collective (par exemple dans les cantines scolaires) .

En toute transparence : information et pédagogie sur les filières, sur les aspects productifs, sociaux écologiques et financiers.

Les « circuits courts » ne suffisent pas. Ils deviennent une « niche ».

Les filières longues sont majoritaires.

Oui, pour éviter le localisme égocentriste il faut se poser la question de manière globale et agir aussi aux niveaux national et mondial.

Oui, par exemple en créant des échanges alternatifs équitables entre territoires, régions, pays et continents.

L'expérience des producteurs en agriculture paysanne, celle des marchés paysans, organisés par la Confédération paysanne et ses Ami.e.s, ou celle de la coopérative Andines sont des démarches intéressantes à ce sujet , et il y en a de nombreuses autres.

Créer des coopératives entre producteurs et autres citoyen.ne.s ou collectivités, pour que l'ensemble de la population puisse décider, puis choisir et venir se fournir.

La terre appartient à tout le monde.

Les producteurs-trices doivent être nombreux.ses et rémunéré.e.s correctement.

La question des prix et de l'accès de toute la population à des produits de qualité est difficile.

Non, il faut bien constater et expliquer que se nourrir correctement , avec des produits bios par exemple, et le plus localement possible, ne revient pas plus cher, car on cuisine, on consomme moins (par exemple de la viande) et sans gaspillage.

Reconnecter les gens, les familles, surtout urbaines, avec les paysans et la terre.

Note : « Le Consortium de l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition est particulièrement préoccupé par l'influence et le contrôle grandissants des acteurs financiers et de l'industrie agroalimentaire sur l'alimentation et la nutrition, notamment par leur impact sur la spéculation sur les denrées et les ressources servant à la production alimentaire. Le phénomène d'accaparement des terres semble en fait s'inscrire dans un processus plus large de ruée mondiale sur les ressources naturelles. Nous le répétons à nouveau : il s'agit d'une question de pouvoir, au niveau local, national et mondial, mais également et chaque jour davantage, d'une question en lien avec les droits humains, dans la mesure où les personnes les plus touchées par la faim et la malnutrition sont défavorisées dans leur accès aux ressources alimentaires et à la prise de décisions politiques. »